

Un nouveau rapport d'ActionAid révèle que les pays riches et pollueurs ont une dette climatique de 36 000 milliards de dollars envers l'Afrique.

- À l'approche du **Sommet de l'Union africaine (UA)** la semaine prochaine, un **nouveau rapport d'ActionAid** révèle que **plus des trois quarts** des pays à faible revenu dépensent plus **pour leur dette extérieure que pour leurs propres systèmes de santé** et que **plus de la moitié** d'entre eux dépensent plus pour le service de la dette que pour l'éducation.
- Les pays riches et pollueurs ont une dette climatique de **107 000 milliards de dollars** envers les **pays à revenu faible et intermédiaire inférieur**. Ce montant est **plus de 70 fois supérieur** à la dette extérieure totale de **1,45 trillion de dollars** que les pays à faible revenu doivent collectivement.
- Les nouvelles données révèlent également que **la dette des pays riches envers les pays africains pour avoir pollué l'atmosphère et déclenché la crise climatique est plus de 50 fois supérieure à la dette extérieure totale des Africaines**.

Un nouveau rapport d'ActionAid révèle comment les pays africains renoncent à des services publics essentiels tels que la santé, l'éducation et la lutte contre le changement climatique pour honorer leurs dettes extérieures envers les pays riches, les créanciers privés et les institutions financières mondiales.

Pendant ce temps, les pays riches ne paient pas la dette climatique d'au moins 36 000 milliards de dollars qu'ils doivent à l'Afrique, sans parler des autres dettes liées aux réparations, aux promesses non tenues et à l'exploitation économique permanente.

Le rapport, intitulé « *Qui doit à qui ? External debts, climate debts and reparations in the Jubilee year* », publié la semaine précédant le Sommet des chefs d'État de l'UA à Addis-Abeba, montre que les dettes impayées dues à l'Afrique dépassent de loin les dettes extérieures que les nations africaines sont obligées de payer.

« Le fait que les nations africaines soient écrasées sous le poids de la dette extérieure, alors que les pays les plus riches du monde continuent de détourner le regard et de se soustraire à leur responsabilité de payer pour la crise climatique et les réparations liées à la traite des esclaves et aux pratiques économiques déloyales, est une véritable parodie.

En forçant les pays africains à donner la priorité au remboursement de la dette plutôt qu'aux services essentiels tels que la santé, l'éducation ou la lutte contre la crise climatique galopante, les pays riches poussent l'Afrique au bord du gouffre. »

— **Arthur Larok, Secrétaire général d'ActionAid International.**

Le rapport « *Qui doit à qui ?* » révèle qu'en 2024, les pays africains à faible revenu devront rembourser 60 milliards de dollars de leur dette, au détriment de la santé, de l'éducation, des droits des personnes et du développement national durable. Cette situation a un impact dévastateur sur la majorité des habitants du continent, en particulier les femmes, les jeunes et les personnes à faible revenu.

D'autre part, les données du rapport montrent que les pays riches devraient verser à l'Afrique vingt-cinq fois plus, soit au moins 1,4 billion de dollars par an, au titre du financement de la lutte contre le changement climatique.

Chikumbutso Ngosi, Responsable du programme des jeunes femmes urbaines à ActionAid International, a déclaré : « *Le service de la dette extérieure et le respect des conditions imposées par le FMI réduisent les dépenses en matière de santé, d'éducation et d'action climatique, ce qui a un impact particulier sur les femmes et les filles. Mais les pays riches s'en tirent sans payer leurs dettes envers l'Afrique. En quoi est-ce juste ?* »

Selon le rapport, il existe un système mondial de notation de crédit injuste qui est à l'origine de la crise de la dette dans la plupart des pays africains. Par exemple, l'Afrique se voit imposer des taux d'intérêt exorbitants sur les prêts par rapport aux pays riches : 9,8 % en moyenne en Afrique, contre 0,8 % en moyenne pour l'Allemagne.

L'Union africaine a déclaré que l'année 2025 serait l'Année des réparations et qu'elle offrirait l'occasion de s'élever contre les injustices historiques et les injustices persistantes qui découlent de l'architecture financière internationale coloniale.

« *La réalité est que pour que les pays africains puissent surmonter la crise de la dette et les impacts du changement climatique, il est nécessaire d'annuler la dette et de s'éloigner complètement de l'architecture de la dette coloniale qui a pesé sur le continent pendant des décennies. En cette année des réparations, l'Union africaine doit veiller à ce que l'annulation de la dette et une nouvelle convention-cadre des Nations unies sur la dette soient adoptées* », a déclaré **Andrew Mamedu, directeur exécutif d'ActionAid Nigeria.**

Le rapport montre que l'année 2025 offre une réelle opportunité d'aligner le système financier international sur les défis auxquels sont confrontés les pays à revenus faibles et moyens inférieurs.

« *En cette année du Jubilé, nous avons besoin d'une révision fondamentale de l'architecture financière mondiale, en transférant le pouvoir sur la dette du FMI à un organisme des Nations unies plus représentatif et plus inclusif* », a déclaré **Joy Mabenge, directrice nationale d'ActionAid Zimbabwe.**

Le rapport appelle l'Union africaine et les mouvements à :

- Donner la priorité à l'établissement d'une nouvelle convention-cadre des Nations unies sur la dette pour remplacer l'architecture coloniale injuste actuelle centrée sur le FMI.
- S'unir pour exiger l'annulation de la dette en tant que partie du paiement de la dette climatique et d'autres réparations dues par les pays riches.

Pour contacter le service de presse d'ActionAid, envoyer un courriel à media-enquiries@actionaid.org or +263776665065.

Porte-paroles disponibles :

1. **Chikumbutso Ngosi** - Responsable du programme des jeunes femmes urbaines à ActionAid International
2. **Wangari Kinoti** - Responsable des droits des femmes et de l'alternative féministe à ActionAid International
3. **David Archer** - Responsable des programmes et de l'influence à ActionAid International
4. **Andrew Mamedu** - Directeur national d'ActionAid Nigeria

Notes à l'éditeur :

Le rapport complet, les tableaux de données détaillés pour 74 pays et les tableaux de données pour l'Afrique sont disponible [here](#):

À propos d'ActionAid

ActionAid est une fédération mondiale engagée pour un monde sans pauvreté ni injustice. Nous aspirons à un monde juste, équitable et durable, où chacun a le droit de vivre dans la dignité, à l'abri de la pauvreté et de l'oppression. Nous œuvrons pour la justice sociale, l'égalité des genres et l'éradication de la pauvreté.